



U/Z.:
I/Z.: RK/GK/gk

GC	HG	UG	RK
ENTREE LE			
13 MARS 2012			
Secr.	ABVI		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

ENECO S.A.
RUE EDMOND REUTER 22
L-5326 CONTERN

Einschreiben

Aktennummer: N° 1/2011/0004/125

Betrifft: Antrag vom 7. Januar 2011 zur Erweiterung des Centre Régional de Gestion de Déchets Inertes in Hosingen, Orte genannt 'Auf den Jeichen', 'Im Keller', 'Auf Grewenbusch', 'Jeichengründchen', 'Bei den Happerdieren', 'In der Leerbich', 'Auf den Pehlen', 'Hinter den Pehlen', 'Jeichenaak', 'Auf Leeresbusch', 'Im Mehlbaum', 'In der Leerbich', 'Auf der Leerbich', 'Vor Printzeberg' et 'Auf der Hoeh', im Namen der S.A. RECYMA.,

Sehr geehrte Damen und Herren,

Hiermit stellen wir Ihnen die Genehmigung 1/2011/0004/125 vom 9. März 2012 des Arbeitsministers betreffend den obenerwähnten Antrag zu.

Hochachtungsvoll,

Für den Direktor,

Marco GILBERTZ
Inspecteur principal
1^{er} en rang



Luxembourg, le - 9 MARS 2012

AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 1/2011/0004/125

GO	HG	UG	RM
ENTREE LE			
Sect.	13 MARS 2012		
AB I	ENECO S.A.		ABVI
ABII	ABIII	ABIV	ABV

Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration,

Vu l'arrêté ministériel 1/98/0323/51126/107 du 26 avril 2000 du Ministre du Travail et de l'Emploi autorisant la S.A. RECYMA à exploiter un centre régional de gestion de déchets inertes à Hosingen;

Vu la demande du 07 janvier 2011 présentée par la S.A. ENECO, au nom et pour compte de la S.A. RECYMA, aux fins d'obtenir l'autorisation de pouvoir procéder à l'extension et au surhaussement de la décharge à ciel ouvert pour déchets inertes faisant partie intégrante du centre de gestion pour déchets susmentionné; que plus particulièrement l'extension de la décharge s'étend sur de fonds sis à Hosingen aux lieux-dits 'Mielbam', 'Happerfeld' et 'Héicht', numéros cadastraux 932/2707, 997, 885/2687, 892, 895/2837, 901/2688, 902/2689, 904/2690, 908/2692, 911/2693, 912, 913/2838, 926/2910, 927/2703, 928/2704, 929/3022, 932/2, 936/2566, 938/2708, 938/2709, 938/2710, 938/2711, 945/2090, 952/1970, 952/2567, 952/2568, 955, 956, 959/1739, 962/2020, 962/2021, 962/2022, 963/1491, 963/1492, 964, 965/3146, 978/3147, 979/3633, 979/3634, 979/3635, 979/3839, 981/1972, 981/1973, 984/2275, 986/2913, 988/2347, 988/2348, 990/2569, 993/1129, 993/2639, 998/999/3044, 999/3045, 1000, 1.002/1131, 1003, 1004/1614, 1004/1615, 1007/1976, 1007/1977, 1007/2714, 1007/3007, 1007/3008, 1009/2349, 1009/2350, 1010, 1011/2023, 1011/2024, 1011/2715, 1017/4490, comprenant notamment:

- un groupe électrogène d'une puissance nominale de 135 kVA;
- une installation de lavage pour pneus;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

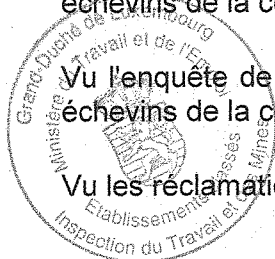
Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Hosingen;

Vu l'enquête de commodo et incommodo et l'avis favorable du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Consthum;

Vu les réclamations formulées lors de l'enquête de commodo et incommodo;



Considérant que les conditions d'exploitation tiennent compte des nuisances et dangers pouvant éventuellement résulter de l'exploitation de la décharge faisant l'objet de la demande d'autorisation précitée; que ces conditions sont à considérer à l'état actuel de la technologie comme suffisantes pour garantir d'une manière générale la sécurité, la salubrité, la commodité, par rapport au public, au voisinage ou au personnel de l'établissement, ainsi que l'environnement humain et naturel;

A R R E T E:

Article 1^{er}: - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:

I) Conditions générales

1) La décharge et les installations doivent être aménagées et exploitées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande d'autorisation et conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande d'autorisation et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public ou au personnel.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public ou au personnel.

5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de la décharge et des installations.

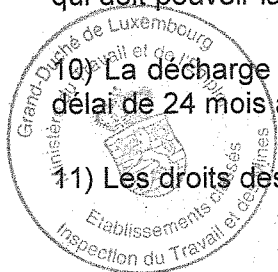
7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) La décharge respectivement les installations doivent être mises en exploitation dans un délai de 24 mois à partir de la date de la notification du présent arrêté.

11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.



12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

13) L'Inspection du travail et des mines peut déroger aux conditions d'exploitation fixées au présent arrêté, pourvu que le niveau de sécurité et le niveau de santé au travail soient maintenus.

II) Conditions particulières

L'exploitation de la décharge doit répondre aux prescriptions des publications jointes en annexe et faisant partie intégrante de la présente autorisation, à savoir:

ITM-CL 29.7:

Chantiers de construction et de démolition

ITM-ET 32.10:

Protection des travailleurs

ITM-CL40:

Installations de lavage automatique pour véhicules

ITM-CL 52.3:

Groupes électrogènes

ITM-CL 112.1:

Décharges pour matières inertes et déchets de construction

ITM-CL 144.1:

Installations électriques de chantier – Prescriptions de sécurité types

III) Rapports de réception

Un rapport de réception et de contrôle, dressé par un organisme de contrôle choisi parmi ceux publiés au règlement ministériel du 6 mai 1996 concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines, doit être établi pour l'ensemble de l'établissement et des installations.

Une copie du dossier de la demande d'autorisation y comprises, le cas échéant, les informations supplémentaires ainsi que la présente autorisation, sont à mettre à disposition de l'organisme de contrôle par le commettant de l'organisme de contrôle.

Le rapport en question doit comprendre:

- a) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer dans le cadre des différentes conditions d'exploitation respectivement des prescriptions de sécurité et de santé-types jointes en annexe à la présente autorisation;
- b) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer des installations de sécurité, telles que les installations de détection d'incendie, les installations d'extinction automatique, les équipements de lutte contre l'incendie, les portes et installations coupe-feu et coupe-fumée, les chemins d'évacuation et les issues de secours, les installations de détection de gaz, l'éclairage et la signalisation de sécurité, le compartimentage, le désenfumage, etc.;
- c) la réception de la mise en sécurité des machines et autres équipements de travail;
- d) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer des installations électriques.

Le rapport de réception et de contrôle final doit être soumis pour visa par l'organisme de contrôle à l'Inspection du travail et des mines avant la mise en exploitation des nouvelles installations.



Sont visées les prescriptions de sécurité et de santé-types suivantes avec les articles afférents respectifs dont des extraits sont cités ci-après. Des allègements, dispenses et dérogations aux présentes prescriptions peuvent être accordés cas par cas mais uniquement si des mesures de rechange garantissant une protection au moins équivalente sont prises.

ITM-CL 52.3	Groupes électrogènes (...) Art. 10 Les groupes électrogènes de secours alimentant des installations de sécurité, leurs installations techniques ainsi que leurs dispositifs et mesure de sécurité sont à réceptionner d'office par un organisme de contrôle agréé. (...)
ITM-ET 32.10	Protection des travailleurs (...) Art 13 Le respect des valeurs limites MAK et TRK des substances dangereuses tolérables dans l'atmosphère sur les lieux de travail doit être contrôlé par un organisme de contrôle dans un délai de trois à six mois après la mise en service des installations. (...) Art 14 Les installations électriques doivent être réceptionnées avant leur mise en exploitation et puis contrôlées tous les cinq ans par un organisme de contrôle. (...)

Article 2: - Le présent arrêté et ses annexes sont transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à Monsieur le Commissaire du district de Diekirch, pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Article 3: - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.



Le Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Immigration,
par délégation

[Signature]
Paul WEBER
Directeur

de l'Inspection du travail
et des mines